

# Recueil

# Dalloz

> hebdomadaire  
190<sup>e</sup> année  
17 juillet 2014  
n° 26 / 7607<sup>e</sup>  
pages 1489 à 1536



/ Procédure pénale (loi n° 2014-535 du 27 mai 2014)

L'audition libre des mineurs à l'aune de la loi du 27 mai 2014

> point de vue Béatrice Chapleau

1506

Garde à vue : la réforme de la réforme (acté I)

> chronique Sébastien Pellé

1508

## ÉDITO

1489 Les « Facs aussi! », Félix Rome

## ACTUALITÉS

- 1492 Vente à distance des livres: publication de la loi protectrice des libraires
- 1492 Information du consommateur: rapport direct avec l'activité professionnelle d'un agriculteur
- 1494 Responsabilité du notaire: réparation du préjudice
- 1496 Mariage homosexuel: liberté fondamentale et délivrance d'un visa
- 1497 Lutte contre le terrorisme: présentation d'un projet de loi
- 1497 Liberté de la presse (enregistrements clandestins): atteinte à la vie privée (*Mediapart*)
- 1498 Restitution des objets saisis: constitutionnalité sous réserve de la procédure
- 1499 Réforme pénale: accord en commission mixte paritaire
- 1500 Redécoupage des régions: rejet de la substance du projet de loi par le Sénat
- 1501 Loi de finances rectificative pour 2014: rejet du texte par le Sénat
- 1502 Co-emploi (confusion d'intérêts, d'activités et de direction): deux illustrations
- 1503 Représentativité: négociation collective des syndicats représentatifs catégoriels

## ÉTUDES ET COMMENTAIRES

- 1516 Panorama: Droit constitutionnel, *Nathalie Jacquinot et Alexandre Mangiavillano*
- 1525 Notes: La responsabilité civile des membres d'une entente peut être engagée du fait du dommage causé par un effet d'ombrelle sur les prix, *note sous CJUE 5 juin 2014, Suzanne Carval*
- 1532 Le régime des baux ruraux à long terme: entre ordre public et liberté contractuelle, *note sous Civ. 3<sup>e</sup>, 9 avr. 2014, Franck Roussel*

## ENTRETIEN

- 1536 Christophe Radé - L'après *Baby Loup*

DAJLOZ

321426



31/35, rue Froidevaux  
75685 PARIS CEDEX 14  
Tél. (Rédaction) 01 40 64 53 66  
Fax 01 40 64 54 66  
www.dalloz.fr - recueil@dalloz.fr

PRÉSIDENT DIRECTEUR GÉNÉRAL,  
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION,  
SYLVIE FAYE

CONSEIL SCIENTIFIQUE  
Jean BARTHELEMY, Pascale DEUMIER  
Denis MAZEAUD, Philippe MERLE  
et Charles VALLÉE

DIRECTRICE SCIENTIFIQUE  
Bénédicte FAUVARQUE-COSSON

## REDACTION

### • DIRECTION

Alain LIENHARD (5403) Rédacteur en chef

### • REDACTION

Laura CONSTANTIN (5370)

Thomas COUSTET (5356)

### • CHEFS DE RUBRIQUES

Banque - Crédit - Garantie: Valérie AVENA-ROBARDET

Concurrence - Distribution: Éric CHEVRIER

Contrat d'affaires: Xavier DELPECH

Contrat - Responsabilité - Assurance: Xavier DELPECH

Entreprise en difficulté: Alain LIENHARD

Fonds de commerce et commerçants: Yves ROUQUET

Société et marché financier: Alain LIENHARD

### • EDITION - REALISATION

Secrétaires de rédaction:

Patricia ANDRY (5284)

Katy PERCHEREAU (5366)

Florine TEYSSIER (5363)

Directeur artistique: Patrick VERDON

Rédacteur en chef technique: Raphaël HENRIQUES

Illustration couverture: Fanny BLEY-GUIBAL

Secrétaire de rédaction numérique: Carole ROBAN

## ABONNEMENT - MARKETING

Marketing: Christophe CHEVALLEY

Abonnements: Yvette NAY, Directrice

80, avenue de la Marne - 92541 Montrouge Cedex

Fax : 01 41 48 47 92 - ventes@dalloz.fr

Relations clients: Marie-Hélène TYLMAN, Responsable

Tél: 0820 800 017 - Fax: 01 40 64 89 92

Revue hebdomadaire (44 numéros par an)

Prix de l'abonnement: France: 455 € HT (464,56 € TTC)

Etranger: 521 € HT

Prix au numéro: 21,44 € TTC

ISSN 0034-1835

N° CPPAP 1017 T 82206

JOUVE, 733, rue St Léonard BP3

53101 Mayenne cedex

Dépôt légal - Juillet 2014

## Editions Dalloz

Société Anonyme au capital de 3 956 040 €  
Siège social: 31-35, rue Froidevaux Paris 14<sup>e</sup>

RCS Paris 572 195 550

Siret 572 195 550 00098

Code APE 5811Z

TVA FR 69 572 195 550

Société des éditions Lefebvre Sarrut SA

ÉDITO par Félix Rome

1489 Les « Facs aussi! »



1492

## DROIT DES AFFAIRES

### Concurrence-Distribution

Vente à distance des livres:

publication de la loi protectrice des libraires

### Consommation

Information du consommateur: rapport direct  
avec l'activité professionnelle d'un agriculteur,  
*Civ. 1<sup>er</sup>, 2 juill. 2014*

### Entreprise en difficulté

AGS (assujettissement): personne morale de  
droit privé contrôlée par l'Etat, *Soc. 2 juill. 2014*

AGS (garantie): prise en charge du préjudice

d'anxiété, *Soc. 2 juill. 2014*

AGS (garantie): limitation de la prise en charge  
au plafond fixé par décret, *Soc. 2 juill. 2014*

1493

## DROIT CIVIL

### Contrat-Responsabilité-Assurance

Acte notarié: irrégularités affectant la représen-  
tation conventionnelle, *Civ. 1<sup>er</sup>, 2 juill. 2014*

Responsabilité du notaire (réparation):

restitutions consécutives à l'anéantissement  
d'un prêt, *Civ. 1<sup>er</sup>, 2 juill. 2014*

Responsabilité du notaire (réparation):

lien de causalité entre la faute et le préjudice,  
*Civ. 1<sup>er</sup>, 2 juill. 2014*

Responsabilité du notaire (réparation):

réparation intégrale du préjudice financier,  
*Civ. 1<sup>er</sup>, 2 juill. 2014*

Indemnisation par l'ONIAM (conditions):

appréciation de l'anormalité du dommage,  
*Civ. 1<sup>er</sup>, 2 juill. 2014*

Contrat d'assurance (nullité): portée du défaut  
de questionnaire préalable, *Civ. 2<sup>e</sup>, 3 juill. 2014*

Contrat d'assurance (Alsace-Moselle):

renvoi d'une QPC, *Civ. 2<sup>e</sup>, 26 juin 2014*

### Famille-Personne-Succession

Mariage homosexuel: liberté fondamentale  
et délivrance d'un visa, *CE 9 juill. 2014*

1496

## DROIT IMMOBILIER

### Bail

Préemption des SAFER: parcelles acquises  
par des parents ou alliés sur licitation judiciaire,  
*Civ. 3<sup>e</sup>, 2 juill. 2014*

### Construction-Urbanisme

HLM (copropriété):  
constitutionnalité du régime dérogatoire,  
*Cons. const., 11 juill. 2014*

1497

## DROIT PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE

### Droit pénal

Lutte contre le terrorisme:  
présentation d'un projet de loi

## Presse et communication

Liberté de la presse (enregistrements  
clandestins): atteinte à la vie privée  
(Mediapart), *Civ. 1<sup>er</sup>, 2 juill. 2014*

Liberté d'expression (atteinte à l'image  
d'une entreprise): ouvrage subjectif  
et peu rigoureux, *Civ. 1<sup>er</sup>, 2 juill. 2014*

## Procédure pénale

Restitution des objets saisis:  
constitutionnalité sous réserve de la procédure,  
*Cons. const., 9 juill. 2014*

Transfert de capitaux sans déclaration  
(confiscation): pas de restitution de plein droit,  
*Crim. 25 juin 2014*

Appel: portée du désistement de la partie  
civile, *Crim. 25 juin 2014*

Réforme pénale: accord en commission  
mixte paritaire

Réduction de peine: constitutionnalité  
des retraits de crédit, *Cons. const., 11 juill. 2014*

1500

## DROIT PUBLIC

### Droit administratif

Redécoupage des régions: rejet  
de la substance du projet de loi par le Sénat

### Fiscalité

Loi de finances rectificative pour 2014:  
rejet du texte par le Sénat

1502

## DROIT DU TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE

### Droit du travail

Co-emploi (confusion d'intérêts, d'activités  
et de direction): deux illustrations,  
*Soc. 24 juin et 2 juill. 2014*

Représentativité: négociation collective  
des syndicats représentatifs catégoriels,  
*Soc. 2 juill. 2014*

Obligation de reclassement: justification  
par l'employeur de l'absence de poste  
disponible, *Soc. 2 juill. 2014*

Obligation de reclassement: obligation  
de l'employeur en matière de formation,  
*Soc. 2 juill. 2014*

Grève (faute lourde): action collective  
de séquestration du DRH, *Soc. 2 juill. 2014*

Plan de sauvegarde de l'emploi

(règle jurisprudentielle): irrecevabilité  
d'une QPC, *Soc. 3 juill. 2014*

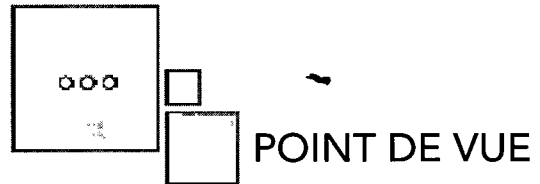
Travail à temps partiel: paiement des heures  
complémentaires majorées, *Soc. 2 juill. 2014*

1505

## PROCÉDURE CIVILE ET VOIE D'EXÉCUTION

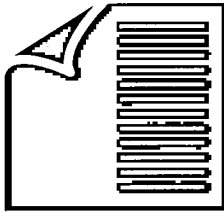
### Procédure civile

Conclusions récapitulatives: annulation  
d'une décision d'assemblée générale  
de copropriété, *Civ. 3<sup>e</sup>, 2 juill. 2014*

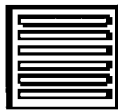


1506

L'audition libre des mineurs  
à l'aune de la loi du 27 mai 2014  
par Béatrice Chapleau



## ÉTUDES ET COMMENTAIRES



### CHRONIQUE

1508

Garde à vue : la réforme de la réforme (acte I)  
A propos de la loi n° 2014-535 du 27 mai 2014  
par Sébastien Pellé

### PANORAMA

1516

Droit constitutionnel  
janvier 2013 - décembre 2013  
par Nathalie Jacquinot et Alexandre Mangiavillano

### NOTES

1525

La responsabilité civile des membres d'une entente  
peut être engagée du fait du dommage causé  
par un effet d'ombrelle sur les prix,  
note sous CJUE 5 juin 2014  
par Suzanne Carval

1532

Le régime des baux ruraux à long terme :  
entre ordre public et liberté contractuelle,  
note sous Civ. 3<sup>e</sup>, 9 avr. 2014  
par Franck Roussel



2

3

## ENTRETIEN

1536

Christophe Radé - L'après *Baby Loup*

### À L'ATTENTION DES AUTEURS

Les manuscrits envoyés pour publication au *Recueil Dalloz* donnent lieu à lecture et expertise systématiques soit par la rédaction de la revue, soit par des personnes qualifiées au choix de la rédaction. Les manuscrits doivent être expédiés par mail en fichier attaché (au format word si possible) à Alain Lienhard (a.lienhard@dalloz.fr), afin de pouvoir être rapidement transmis pour lecture et expertise.

Les auteurs sont priés d'indiquer clairement leurs nom et adresse personnelle, ainsi que leurs titres ou fonctions professionnels, universitaires ou non.

Les manuscrits acceptés pour publication le sont, conformément au contrat d'édition qui sera signé par l'auteur avant publication, à titre exclusif.

L'auteur s'engage donc, en envoyant son manuscrit à la rédaction du *Recueil Dalloz*, à ne pas le soumettre à un autre périodique le temps de son expertise.

Les contraintes éditoriales (maxima) sont les suivantes :

- pour une chronique, 40000 signes (espaces et notes de bas de page comprises);
- pour un « Point de vue » ou un « Point sur... », 9500 signes (espaces comprises, sans notes de bas de page);
- pour une note de jurisprudence, 20000 signes (espaces et notes de bas de page comprises);
- pour un commentaire d'actualité (publication immédiate), 5500 signes (références entre parenthèses).